

ARRETE N°2022/949

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
(AOT) DU DOMAINE PUBLIC**

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code du commerce et notamment ses articles L 310-2, R310-8, R310-9 et R310-19 ;

Vu la délibération n°42-20 du 10 février 2020 relative à la tarification des redevances applicables au site de l'aérodrome de Carpentras ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°69-22 en date du 4 avril 2022 portant délégation d'attributions à la Présidente ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Vu la demande présentée le 10 juin 2022 par monsieur Axel Sorensen, régisseur adjoint, pour le compte de la société CFT CACTUS FILMS TRANSATLANTIC, d'organiser un tournage le 21 juin, pour une série qui sera diffusée sur Netflix, dans l'enceinte de l'aérodrome de Carpentras ;

Considérant l'intérêt économique de cette manifestation pour la communauté d'agglomération, qu'elle ne peut apporter aucune concurrence au commerce local, que le maintien de la sécurité et de la libre-circulation sera assuré ;

Considérant que la CoVe intervient sur son domaine public en tant que propriétaire et gestionnaire du site de l'aérodrome de Carpentras, sis chemin de Saint-Gens, à Pernes-les-Fontaines ;

Considérant qu'au vu de la conformité du dossier, la demande est considérée recevable;

ARRÊTE

Article 1 : La société de production CFT-CACTUS FILMS TRANSATLANTIC, est autorisée à occuper en toute exclusivité, l'ensemble du site de l'aérodrome de Carpentras, sis chemin de Saint-Gens à Pernes-les-Fontaines la journée du 21 juin 2022, afin de pouvoir tourner des séquences pour une série qui sera diffusée sur Netflix. L'heure de départ de l'organisateur après nettoyage dudit site est fixée à 23h ou plus.

Article 2 : La présente autorisation est accordée exclusivement à l'organisateur qui ne pourra ni la céder, ni la transférer, ni en faire bénéficier un tiers sous quelque forme que ce soit. Il devra veiller à utiliser cette autorisation en respectant la sécurité et la tranquillité publiques ainsi que l'intégrité du domaine public. Seul un marquage au sol à la craie sera autorisé. En cas de dégradation du fait de son activité, les frais seront à sa charge.

Article 3 : Les installations devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur et l'organisateur devra détenir toutes les attestations de sécurité nécessaires à son activité. Il devra obligatoirement être assuré contre les risques d'incendie, d'accident ou dommage de toute nature qui pourraient survenir à des personnes ou à des biens du fait de son activité et ce quelle qu'en soit la cause avec renonciation de tout recours contre la CoVe. Une attestation d'assurance responsabilité civile devra être préalablement fournie à la CoVe. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas d'accident, d'incendie ou autre dommage de toute nature.

Article 4 : Les mesures de sécurité à mettre en œuvre pour la tenue de ce tournage sont à la charge de l'organisateur. Les matériels utilisés seront assurés par l'organisateur. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas de vol ou autre dommage de toute nature. Aucun recours contre la CoVe ne pourra être engagé.

Article 5 : L'organisateur devra respecter toutes les mesures d'hygiène, de salubrité, et de sécurité à la protection de l'environnement qui lui est concédé provisoirement. En tout état de cause, il devra laisser l'emplacement occupé dans un parfait état de propreté.

Article 6 : L'utilisation de haut-parleurs, amplificateurs ou tout autre appareil sonore sera tolérée sur les lieux à condition que l'amplitude des sons ne puisse être une gêne pour le voisinage, les promeneurs ou les riverains.

Article 7 : L'organisateur devra se conformer en tout point aux lois et règlements en vigueur et se pourvoir de toutes autorisations nécessaires à son type d'activité.

Article 8 : L'occupation du domaine public est consentie à titre onéreux, moyennant une redevance de 2 000,00€ TTC (deux mille euros) à l'ordre du trésor public qui sera à régler à réception de la facture émise à l'issue du tournage.

Article 9 : Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse et dont une copie sera transmise à la société, et affiché.

Notifié à l'intéressé le :

Transmis en Préfecture le :

16 JUIN 2022

Fait à Carpentras, le 16 juin 2022

Publication par affichage le :

16 JUIN 2022

Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le :

16 JUIN 2022

Laurent Marteau
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr